

Pourquoi les agents des Finances Publiques seront en grève le 23 novembre ?

Angers le 20 novembre 2017

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Environ 1 600 suppressions d'emplois devraient être entérinées officiellement le 23 novembre 2017 par le comité technique de réseau de la DGFIP (Direction générale des finances publiques).

Ces suppressions d'emplois viennent s'ajouter aux 35 000 suppressions d'emplois enregistrées au niveau national depuis 2002.

Ce sont à nouveau 14 suppressions d'emplois que le département de Maine-et-Loire enregistre pour 2018.

Depuis 2005, près de 250 emplois auront localement disparu, dans un contexte de fortes restructurations, de suppressions de services, de fermetures de postes et d'un accroissement constant de la charge de travail, malgré l'idée toujours véhiculée d'une dématérialisation simplifiant et allégeant les tâches.

Demain en Maine-et-Loire, la présence de la DGFIP pourrait se résumer à un centre des finances publiques à Angers et les contribuables et usagers communiqueront avec l'administration fiscale uniquement par applications informatiques, sans contact humain".

Pourtant, d'autres choix sont possibles !

Les gouvernements passés ont tous tenté de «justifier» ces suppressions d'emplois massives et inédites au nom des gains de productivité permis, notamment, par les outils numériques, la télédéclaration, le télépaiement... Ils ont toutefois ignoré que, dans le même temps, la charge de travail de l'ensemble des services des Finances publiques ne cessait de s'accroître : l'accueil (plus de 35 millions de sollicitations auprès de la DGFIP par an), la lutte contre la fraude fiscale (estimée entre 60 et 80 milliards d'euros), le conseil aux collectivités locales, les missions cadastrales, domaniales etc...

D'autres choix sont pourtant possibles : Par exemple, fournir à notre administration les moyens matériels, juridiques et humains pour lutter de façon efficace contre la fraude et l'évasion fiscales qui grèvent le budget de l'État de 60 à 80 milliards d'euros par an.

73 % des agents pensent que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens (66 % en juin 2015),
78 % que l'administration ne les écoute pas,
71 % (+3) disent que l'attention portée aux conditions de travail est insuffisante.
57 % ne croient plus à l'allègement des tâches (53 % en juin 2015).

Combien de baromètres sociaux faudra-t-il encore aux Ministres et aux responsables de la DGFIP pour enfin prendre conscience du fossé toujours grandissant entre leurs décisions et orientations et la réalité quotidienne des agents en charge d'une mission de service public.

Solidaires Finances Publiques appelle l'ensemble des agents des finances publiques à se mettre massivement en grève jeudi 23 novembre 2017 à l'occasion du comité technique de réseau de suppressions d'emplois à la DGFIP.